

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

PLFR: le gouvernement sollicite l'approbation des députés



Photo: Sylvain Maganga

Phase de l'audition des ministres financiers.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

AU terme de l'adoption, le 7 juin dernier, en Conseil des ministres, du projet de Loi de finances rectificative (PLFR) 2022, la ministre de l'Économie, Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou, et sa collègue du Budget, Édith Ekiri Mounombi-Oyouomi, étaient, hier, devant les membres de la Commission des Finances, du Budget et de la Comptabilité publique de l'Assemblée nationale, aux fins de solliciter l'approbation des élus du peuple. Pour ce faire, elles se sont attelées à leur présenter la pertinence du texte. En soulignant, entre autres que celui-ci, en droite ligne de "très hautes instructions du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, prend en compte la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation (PAT), le contexte économique international marqué par les effets du conflit russo-ukrainien et les engagements avec les partenaires techniques et financiers de l'État". De fait, arrêté en équilibre en ressources et en charges à 3 295,6 milliards de francs CFA contre 2 936,6 dans la Loi de finances initiale, ce projet de budget revêt une forte dimension sociale. Ce d'autant plus que, selon elles, il a, entre autres, pour principaux axes, le soutien aux prix des carburants et de la farine, l'augmentation de la

prise en charge de l'assurance maladie au profit des Gabonais économiquement faibles, etc. Toutes choses qui n'ont pas manqué de soulever la réaction des députés. Lesquels, une fois n'est pas coutume, toutes sensibilités confondues, ont relevé un certain nombre d'insuffisances. En soulignant le manque d'efficacité dans l'exécution du budget, la faiblesse des investissements, la non-prise en compte des préoccupations

des populations, l'absence de transparence du gouvernement dans l'exécution et la gestion des finances publiques, etc. Des préoccupations auxquelles les deux membres du gouvernement ont apporté des éclaircissements. Il reste désormais aux élus du peuple à se prononcer. Étant entendu que la présente session s'achève le 30 juin prochain, dernier jour ouvrable du mois en cours.

Conseil d'administration d'Onu Femmes: et de trois pour le Gabon!



Photo: DR/ L'Union

Y.F.I
Libreville/Gabon

Nouveau succès diplomatique pour le Gabon. Dernièrement, la République gabonaise a intégré, pour la troisième fois (Ndlr: le Gabon ayant déjà siégé entre 2013-2015 et 2016-2018), le Conseil d'administration d'Onu Femmes, l'entité des Nations unies exclusivement dédiée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Le pays rejoint ainsi les quarante et un (41) autres États membres siégeant au Conseil d'administration d'Onu Femmes. Et ce, pour une durée de deux ans. Ainsi, le mandat du Gabon court sur la période allant de 2023 à 2025. L'intégration du Gabon s'est déroulée par acclamations. Une élection, de l'avis de plusieurs voix autorisées, qui consacre la reconnaissance de la communauté internationale à l'engagement du pays en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme. Vrai ou faux? Toujours est-il que

les plus hautes autorités en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, et la Première Dame Sylvia ne ménagent aucun effort dans l'atteinte de l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes. Un challenge dans lequel figure en bonne place la promotion de la stratégie de promotion des droits de la femme et de réduction des inégalités femmes /hommes au Gabon. En atteste la récente campagne "He for she", lancée par la Première Dame. Pour rappel, le conseil d'administration d'Onu Femmes est composé de représentants de 41 États membres, élus par le Conseil économique et social des Nations unies, selon la répartition régionale suivante: Afrique (10), Asie et Pacifique (10), Europe de l'Est (4), Amérique latine et caraïbes (6) et Europe de l'Ouest et autres pays contributeurs (11). Onu Femmes ambitionne de se positionner comme le porte-drapeau mondial des femmes et des filles. L'organisme a été créé pour accélérer les progrès dans l'aspect genre.